

## **Retour sur la manifestation du 22 octobre en vue de préparer et participer à la manifestation du 11 novembre**

*Le dimanche 22 octobre, l'UPJB a manifesté aux côtés de 40.000 personnes pour demander à l'UE et à la Belgique qu'elles mettent tout en œuvre pour obtenir un cessez-le-feu, la protection de toutes les populations civiles, qu'elles appellent au respect des droits de tous·tes, conformément au droit humanitaire international, qu'elles exigent d'Israël la levée du siège de Gaza et qu'elles s'attaquent aux causes structurelles du présent conflit.*

### **Déroulé de la manifestation**

L'UPJB était présente et visible avec sa banderole et les réactions des autres manifestant·es étaient globalement très positives : questionnements, félicitations, adresses de signes de paix, photographies, ...

Sur une note plus négative, nous avons aussi constaté des pancartes antisémites. Bien que peu nombreuses, nous estimons qu'une seule pancarte antisémite c'est déjà de trop. Selon les ressources de chacun·e, nous considérons que notre rôle peut aussi être de frustrer ces antisémites en les confrontant par notre simple présence ou encore verbalement, ou en alertant le service d'ordre et en leur demandant de baisser ces pancartes. Cela a été fait à plusieurs reprises.

Lors de la deuxième session de discours, un de nos membres, Michel Staszewski, s'est exprimé pour l'UPJB sur le podium. Après s'être présenté, il a commencé son intervention en condamnant *"les assassinats indiscriminés et la prise en otage massive de civils israéliens de tous âges lors de l'attaque menée à l'extérieur de la bande de Gaza par la branche armée du Hamas le 7 octobre. Ces actes constituent des crimes de guerre qu'aucune cause, aussi juste soit-elle, ne peut ni justifier ni excuser."*

Il a alors fait face à une hostilité manifeste (huées, sifflements) et a été contraint d'interrompre son discours, par une partie de la foule et par un animateur sur le podium. Cette séquence fut particulièrement douloureuse et humiliante pour beaucoup de nos membres présent·es à la manifestation.

A la fin des prises de paroles, le président de l'ABP (Association Belgo-Palestinienne, organisatrice principale de la manifestation) a souhaité exprimer sa solidarité avec *"les Juifs progressistes présents à la manifestation, qui mènent un combat courageux"* et il a été largement applaudi par les manifestant·es.

### **Que comprendre de cet incident au sein de la manifestation ?**

Avant de communiquer davantage sur les raisons de cet incident important à nos yeux, nous avons souhaité attendre la tenue des réunions de débriefing avec les associations organisatrices.

L'ABP nous a écrit une lettre, exprimant leur profonde désolation quant à la façon dont les discours s'étaient déroulés. Ils ont insisté sur notre légitimité à nous exprimer auprès d'eux. Dans cette lettre, nous avons d'abord appris par l'ABP, qui n'était pas sur scène au moment du discours, que l'animateur palestinien a choisi de l'interrompre parce que plusieurs groupes radicaux montraient de l'agressivité. Le discours du CNCD, qui comptait également revenir explicitement sur les crimes de guerre du Hamas, a été aussi annulé, et un autre intervenant a choisi de couper cette partie de son discours pour la même raison. Il apparaît que la préoccupation principale était la sécurité de la foule et celle des personnes sur le podium.

Une autre raison, d'ordre politique, a aussi mené à cette interruption. Nous nous sommes référés à l'appel à la manifestation que nous avons signé, qui mentionne explicitement la condamnation *"sans équivoque toutes les attaques contre les populations civiles, y compris celles perpétrées par le Hamas depuis le 7 octobre contre des civils israéliens qui ont fait des centaines de morts."* Les associations organisatrices ont reconnu qu'il y avait eu une tension non résolue autour de cette question, et qu'elle a fini par se *"résoudre"* sur scène. Des personnes palestiniennes estiment en effet qu'une manifestation de soutien aux Palestinien·nes, pendant que les Gazaoui·es meurent sous les bombes ou des conséquences du blocus complet, n'est pas le lieu pour porter un jugement sur la résistance armée ou les massacres du Hamas du 7 octobre. D'autant plus que ces derniers sont sommés de prendre position en condamnant les attaques du Hamas dans tous les médias avant de pouvoir être audible. Elles mettent aussi en avant que les représentant·es d'Israël sont exemptés du même exercice.

Cependant, il est crucial pour nous de continuer à dire que les vies des civils juifs israéliens ne peuvent pas être des dommages collatéraux qu'on glisse sous le tapis, au nom de la résistance sous toutes ses formes. Cela est parfois oublié au sein des milieux militants de gauche. Dans les débriefings avec les associations organisatrices, nous avons rappelé et clarifié avec toutes les parties que la boussole principale et qui nous rassemble est celle du droit international. Nous leur avons exprimé notre volonté de continuer à dénoncer tous les crimes de guerre perpétrés depuis le 7 octobre, et que ceci était une condition impérative pour nous engager avec elles dans une manifestation future.

Nous regrettons que notre voix juive, qui crie la nécessité de la fin de la colonisation, l'occupation et de l'apartheid, qui aspire à une vie digne et à la sécurité pour Palestinien·nes et Israélien·nes, qui refuse la concurrence des victimes et la symétrisation du conflit, ait été tue ce jour-là.